Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 287 del 9 dicembre 1995 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 9 dicembre 1995 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 148

LEGGE 29 novembre 1995, n. **522.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione contro il doping, con appendice, fatta a Strasburgo il 16 novembre 1989.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 29 novembre 1995, n. **522.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione contro il doping, con appendice, fatta a Strasburgo il 16 novembre 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione contro il *doping*, con appendice, fatta a Strasburgo il 16 novembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 15 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 6 milioni annue a decorrere dal 1995, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1995-1997, del capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1995, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1995

SCÀLFARO

DINI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

AGNELLI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DINI

CONVENTION CONTRE LE DOPAGE

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, les autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi que les autres Etats, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social;

Conscients que le sport doit jouer un rôle important dans la protection de la santé, dans l'éducation morale et physique et dans la promotion de la compréhension internationale;

Préoccupés par l'emploi de plus en plus répandu de produits et de méthodes de dopage parmi les sportifs dans l'ensemble du sport et par ses conséquences pour la santé des pratiquants et pour l'avenir du sport;

Attentifs au fait que ce problème met en danger les principes éthiques et les valeurs éducatives consacrés par la Charte olympique, la Charte internationale du sport et de l'éducation physique de l'Unesco et la Résolution (76) 41 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, connue sous le titre «Charte européenne du sport pour tous»;

Considérant les règlements, politiques et déclarations adoptés par les organisations sportives internationales dans le domaine de la lutte contre le dopage;

Conscients que les pouvoirs publics et les organisations sportives volontaires ont des responsabilités complémentaires dans la lutte contre le dopage dans le sport et, en particulier, dans la garantie du bon déroulement — sur la base du principe du *fair play* — des manifestations sportives, ainsi que dans la protection de la santé de ceux qui y prennent part;

Reconnaissant que ces pouvoirs et organisations doivent collaborer à tous les niveaux appropriés;

Rappelant les résolutions sur le dopage adoptées par la Conférence des ministres européens responsables du Sport et en particulier la Résolution n° 1 adoptée à la 6e Conférence à Reykjavik en 1989;

Rappelant que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a déjà adopté la Résolution (67) 12 sur le doping des athlètes, la Recommandation n° R (79) 8 concernant le dopage dans le sport, la Recommandation n° R (84) 19 relative à la «Charte européenne contre le dopage dans le sport», et la Recommandation n° R (88) 12 concernant l'institution de contrôles antidopage sans préavis hors compétition;

Rappelant la Recommandation n° 5 sur le dopage adoptée par la 2e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'Education physique et du Sport, organisée par l'Unesco à Moscou (1988);

Résolus, toutefois, à poursuivre et à renforcer leur coopération en vue de réduire et, à terme, d'éliminer le dopage dans le sport en tenant compte des valeurs éthiques et des mesures pratiques contenues dans ces instruments,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

But de la Convention

Les Parties, en vue de la réduction et, à terme, de l'élimination du dopage dans le sport, s'engagent à prendre, dans les limites de leurs dispositions constitutionnelles respectives, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Définition et champ d'application de la Convention

1. Aux fins de la présente Convention:

a. on entend par «dopage dans le sport» l'administration aux sportifs ou l'usage par ces derniers de classes pharmacologiques d'agents de dopage ou de méthodes de dopage;

b. on entend par «classes pharmacologiques d'agents de dopage ou de méthodes de dopage», sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous, les classes d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites par les organisations sportives internationales compétentes, et figurant sur des listes qui ont été approuvées par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.*b*;

c. on entend par «sportifs» les personnes des deux sexes qui participent habituellement à des activités sportives organisées.

2. Tant qu'une liste des classes pharmacologiques interdites d'agents de dopage et de méthodes de dopage n'aura pas été approuvée par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.*b*, la liste de référence contenue dans l'annexe à la présente Convention s'applique.

Article 3

Coordination au plan intérieur

1. Les Parties coordonnent les politiques et les actions de leurs services gouvernementaux et autres organismes publics concernés par la lutte contre le dopage dans le sport.

2. Elles veillent à ce qu'il y ait application pratique de cette Convention et, en particulier, à satisfaire aux exigences de l'article 7, en confiant, le cas échéant, la mise en œuvre de certaines dispositions de la présente Convention à une autorité sportive gouvernementale ou non gouvernementale désignée à cet effet, ou à une organisation sportive.

Article 4

Mesures destinées à limiter la disponibilité et l'utilisation d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdits

1. Les Parties adoptent, selon les cas, une législation, des règlements ou des mesures administratives pour réduire la disponibilité (et, notamment, des dispositions visant à contrôler la circulation, la détention, l'importation, la distribution et la vente) ainsi que l'utilisation dans le sport d'agents et de méthodes de dopage interdits et, en particulier, de stéroïdes anabolisants.

2. A cette fin, les Parties ou, le cas échéant, les organisations non gouvernementales compétentes subordonnent les critères d'octroi des subventions publiques aux organisations sportives à l'application effective, par celles-ci, des réglementations antidopage.

3. Par ailleurs, les Parties:

a. aident leurs organisations sportives à financer les contrôles et les analyses antidopage, soit par l'octroi de subventions ou de subsides directs, soit en tenant compte du coût de ces contrôles et analyses lors de la fixation du montant global des subventions ou subsides à allouer à ces organisations;

b. prennent des mesures appropriées afin de refuser l'octroi, à des fins d'entraînement, de subventions provenant de fonds publics à des sportifs qui ont été suspendus à la suite de la découverte d'une infraction à la réglementation sur le dopage dans le sport, et ce pendant la durée de leur suspension;

c. encouragent et, le cas échéant, facilitent l'exécution, par leurs organisations sportives, des contrôles antidopage demandés par les organisations sportives internationales compétentes, tant au cours qu'en dehors des compétitions; et

d. encouragent et facilitent la conclusion, par les organisations sportives, d'accords autorisant des équipes de contrôle antidopage dûment agréées à faire subir des tests à leurs membres dans d'autres pays.

4. Les Parties se réservent le droit d'adopter des règlements antidopage et d'organiser des contrôles antidopage de leur propre initiative et sous leur propre responsabilité à condition qu'ils soient compatibles avec les principes pertinents de la présente Convention.

Article 5

Laboratoires

1. Chaque Partie s'engage:

a. soit à créer ou à faciliter la création sur son territoire d'un ou de plusieurs laboratoires de contrôle antidopage susceptibles d'être agréés conformément aux critères adoptés par les organisations sportives internationales compétentes et approuvés par le groupe de suivi en vertu de l'article 11.1.*b*;

b. soit à aider ses organisations sportives à avoir accès à un tel laboratoire sur le territoire d'une autre Partie.

2. Ces laboratoires sont encouragés à:

a. prendre les mesures adéquates pour recruter et retenir, former et recycler un personnel qualifié;

b. entreprendre des programmes appropriés de recherche et de développement sur les agents de dopage et les méthodes utilisées ou présumées être utilisées aux fins de dopage dans le sport, ainsi que dans les domaines de la biochimie et de la pharmacologie analytiques, pour parvenir à une meilleure compréhension des effets de diverses substances sur l'organisme humain et de leurs conséquences sur le plan des performances sportives;

c. publier et diffuser rapidement les nouvelles données apportées par leurs recherches.

Article 6

Education

1. Les Parties s'engagent à élaborer et à mettre en œuvre, le cas échéant en collaboration avec les organisations sportives concernées et avec les moyens de communication de masse, des programmes éducatifs et des campagnes d'information mettant en relief les dangers pour la santé inhérents au dopage et l'atteinte aux valeurs éthiques du sport. Ces programmes et campagnes s'adressent à la fois aux jeunes dans les établissements scolaires et les clubs sportifs et à leurs parents, ainsi qu'aux athlètes adultes, aux responsables et directeurs sportifs, et aux entraîneurs. Pour les personnes travaillant dans le domaine médical, ces programmes éducatifs soulignent l'importance du respect de la déontologie médicale.

2. Les Parties s'engagent à encourager et à promouvoir, en collaboration avec les organisations sportives régionales, nationales et internationales concernées, des recherches relatives à l'élaboration de programmes d'entraînement physiologique et psychologique fondés sur des bases scientifiques et respectueux de l'intégrité de la personne humaine.

Article 7

Collaboration avec les organisations sportives concernant les mesures que celles-ci doivent prendre

1. Les Parties s'engagent à encourager leurs organisations sportives et, à travers celles-ci, les organisations sportives internationales, à élaborer et appliquer toutes les mesures appropriées relevant de leur compétence pour lutter contre le dopage dans le sport.

2. A cette fin, elles encouragent leurs organisations sportives à clarifier et à harmoniser leurs droits, obligations et devoirs respectifs, en particulier en harmonisant leurs:

a. reglements antidopage sur la base des règlements adoptés par les organisations sportives internationales compétentes;

b. listes de classes pharmacologiques d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites, sur la base des listes adoptées par les organisations sportives internationales compétentes;

c. méthodes de contrôle antidopage;

d. procédures disciplinaires, en appliquant les principes internationalement reconnus de la justice naturelle et en garantissant le respect des droits fondamentaux des sportifs sur lesquels pèse un soupçon; ces principes sont notamment les suivants:

i. l'organe d'instruction doit être distinct de l'organe disciplinaire;

ii. ces personnes ont droit à un procès équitable et le droit d'être assistées ou représentées;

iii. il doit exister des dispositions claires et applicables en pratique permettant d'interjeter appel contre tout jugement rendu;

e. procédures d'application de sanctions effectives aux responsables, médecins, vétérinaires, entraîneurs, physiothérapeutes et autres responsables ou complices d'infractions aux règlements antidopage de la part de sportifs;

f. procédures de reconnaissance mutuelle des suspensions et autres sanctions imposées par d'autres organisations sportives dans le pays même ou dans un autre pays.

3. En outre, les Parties encouragent leurs organisations sportives à:

a. instituer, en nombre suffisant pour être efficaces, des contrôles antidopage non seulement au cours des compétitions, mais encore sans préavis à tout moment approprié hors des compétitions; ces contrôles devront être menés de manière équitable pour tous les sportifs et comporter des tests appliqués et répétés à des sportifs pris, le cas échéant, au hasard;

b. conclure, avec les organisations sportives d'autres pays, des accords permettant de soumettre un sportif s'entraînant dans un de ces pays à des tests pratiqués par une équipe de contrôle antidopage dûment autorisée dudit pays;

c. clarifier et harmoniser les règlements concernant l'admissibilité aux épreuves sportives qui incluent les critères antidopage;

d. encourager les sportifs à participer activement à la lutte contre le dopage menée par les organisations sportives internationales;

e. utiliser pleinement et efficacement les équipements mis à leur disposition pour l'analyse antidopage dans les laboratoires mentionnés à l'article 5, tant au cours qu'en dehors des compétitions sportives;

f. rechercher des méthodes scientifiques d'entraînement et élaborer des principes directeurs destinés à protéger les sportifs de tous âges, adaptés à chaque sport.

Article 8

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent étroitement dans les domaines couverts par la présente Convention et encouragent une coopération analogue entre leurs organisations sportives.

2. Les Parties s'engagent à:

a. encourager leurs organisations sportives à œuvrer en faveur de l'application des dispositions de la présente Convention au sein de toutes les organisations sportives internationales auxquelles elles sont affiliées, notamment par le refus d'homologuer les records mondiaux ou régionaux qui ne sont pas assortis des résultats négatifs d'un test antidopage authentifié;

b. promouvoir la coopération entre les personnels de leurs laboratoires de contrôle antidopage créés ou fonctionnant conformément à l'article 5; et

c. instituer une coopération bilatérale et multilatérale entre leurs organismes, autorités et organisations compétents, aux fins d'atteindre, également sur le plan international, les objectifs énoncés à l'article 4.1.

3. Les Parties, qui disposent de laboratoires créés ou fonctionnant conformément aux critères définis à l'article 5, s'engagent à aider les autres Parties à acquérir l'expérience, la compétence et les techniques qui leur sont nécessaires à la création de leurs propres laboratoires.

Article 9

Communication d'informations

Chaque Partie transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes les informations pertinentes relatives aux mesures législatives ou autres qu'elle aura prises dans le but de se conformer aux dispositions de la présente Convention.

Article 10

Groupe de suivi

1. Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un groupe de suivi.

2. Toute Partie peut se faire représenter au sein du groupe de suivi par un ou plusieurs délégués. Chaque Partie a droit à une voix.

3. Tout Etat mentionné à l'article 14.1, qui n'est pas partie à la présente Convention, peut se faire représenter au groupe de suivi par un observateur.

4. Le groupe de suivi peut, à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas partie à la Convention et toute organisation sportive ou professionnelle concernée à se faire représenter par un observateur à une ou plusieurs de ses réunions.

5. Le groupe de suivi est convoqué par le Secrétaire Général. Il tient sa première réunion dans les meilleurs délais et, en tout cas, moins d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite chaque fois que cela s'avère nécessaire, à l'initiative du Secrétaire Général ou d'une Partie

6. La majorité des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du groupe de suivi.

7. Le groupe de suivi siège à huis clos.

8. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le groupe de suivi établit son règlement intérieur et l'adopte par consensus.

Article 11

1. Le groupe de suivi est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut en particulier:

a. revoir de manière permanente les dispositions de la présente Convention et examiner les modifications qui pourraient être nécessaires;

b. approuver la liste, et toute révision éventuelle, des classes pharmacologiques d'agents de dopage et de méthodes de dopage interdites par les organisations sportives internationales compétentes, mentionnées à l'article 2, alinéas 1 et 2, et les critères d'accréditation des laboratoires, et toute révision éventuelle, adoptés par les mêmes organisations, mentionnés à l'article 5.1.*a*, et fixer la date d'entrée en vigueur des décisions prises;

c. engager des consultations avec les organisations sportives concernées;

d. adresser aux Parties des recommandations concernant les mesures à prendre pour la mise en œuvre de la présente Convention;

e. recommander les mesures appropriées pour assurer l'information des organisations internationales compétentes et du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention;

f. adresser au Comité des Ministres des recommandations relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention;

g. formuler toute proposition visant à améliorer l'efficacité de la présente Convention.

2. Pour l'accomplissement de sa mission, le groupe de suivi peut, de sa propre initiative, prévoir des réunions de groupes d'experts.

Article 12

Après chacune de ses réunions, le groupe de suivi transmet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

Article 13

Amendements aux articles de la Convention

1. Des amendements aux articles de la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ou par le groupe de suivi.

2. Toute proposition d'amendement est communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats mentionnés à l'article 14 et à tout Etat qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 16.

3. Tout amendement proposé par une Partie ou par le Comité des Ministres est communiqué au groupe de suivi au moins deux mois avant la réunion à laquelle l'amendement doit être étudié. Le groupe de suivi soumet au Comité des Ministres son avis concernant l'amendement proposé, le cas échéant, après consultation des organisations sportives compétentes.

4. Le Comité des Ministres étudie l'amendement proposé ainsi que tout avis soumis par le groupe de suivi et peut adopter l'amendement.

5. Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 4 du présent article est transmis aux Parties en vue de son acceptation.

6. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 du présent article entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général de leur acceptation dudit amendement.

Clauses finales

Article 14

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne et des Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 15

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle cinq Etats, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 14.

2. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 16

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, après consultation des Parties, pourra inviter tout Etat non membre à adhérer à la Convention,

par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 17

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout moment ultérieur, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois après la date de réception de ladite déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration formulée en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 19

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifie aux Parties, aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux Etats ayant participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat qui y a adhéré ou qui a été invité à y adhérer :

a. toute signature conformément à l'article 14 ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément à l'article 14 ou 16 ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 15 et 16 ;

d. toute information transmise en vertu des dispositions de l'article 9 ;

e. tout rapport établi en application des dispositions de l'article 12 ;

f. toute proposition d'amendement et tout amendement adopté conformément à l'article 13 et la date d'entrée en vigueur de cet amendement ;

g. toute déclaration formulée en vertu des dispositions de l'article 17 ;

h. toute notification adressée en application des dispositions de l'article 18 et la date de prise d'effet de la dénonciation ;

i. tout autre acte, notification ou communication se référant à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 16 novembre 1989, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle-ci.

ANNEXE

**Liste de référence des classes de substances dopantes
et de méthodes de dopage**

I. *Classes d'agents de dopage*

A. Stimulants
B. Narcotiques
C. Stéroïdes anabolisants
D. Bêta-bloquants
E. Diurétiques
F. Hormones peptidiques et analogues

II. *Méthodes de dopage*

A. Dopage sanguin
B. Manipulation pharmacologique, chimique ou physique

III. *Classes de substances soumises à certaines restrictions*

A. Alcool
B. Marijuana
C. Anesthésiques locaux
D. Corticostéroïdes

Exemples

I. *Classes d'agents de dopage*

A Stimulants tels que:

amfepramone
amfetaminil
amiphénazole
amphétamine
benzphétamine
caféine*
cathine
chlorphentermine
clobenzorex
clorprénaline
cocaïne
cropropamide (composant du « micorène »)
crothétamide (composant du « micorène »)
dimétamphétamine
éphédrine
étaphédrine
éthamivan
éthylamphétamine
fencamfamine
fénétylline
fenproporex
furfénorex
méfénorex
méthamphétamine
méthoxyphénamine
méthyléphédrine
méthylphénidate
morazone
nikéthamide
pémoline
pentétrazol
phendimétrazine
phenmétrazine
phentermine

* Pour la caféine, un échantillon sera considéré comme positif si la concentration dans les urines dépasse 12 microgrammes/ml.

phénylpropanolamine
pipradol
prolintane
propylhexédrine
pyrovalérone
strychnine

et substances apparentées

B. Analgésiques narcotiques tels que:

alphaprodine
aniléridine
buprénorphine
codéine
dextromoramide
dextropropoxyphène
diamorphine (héroïne)
dihydrocodéine
dipipanone
éthoheptazine
éthylmorphine
lévorphanol
méthadone
morphine
nalbuphine
pentazocine
péthidine
phénazocine
trimepéridine

et substances apparentées

C. Stéroïdes anabolisants tels que:

bolastérone
boldénone
clostébol
dehydrochlorméthyltestostérone
fluoxymestérone
mesterolone
méthandiénone
méténolone
méthyltestostérone
nandrolone
noréthandrolone
oxandrolone
oxymestérone
oxymétholone
stanozolol
testostérone*

et substances apparentées

D. Bêta-bloquants tels que:

acébutolol
alprénolol
aténolol
labétalol
métoprolol
nadolol
oxprénolol
propranolol
sotalol

et substances apparentées

* Pour la testostérone, un échantillon sera considéré comme positif si l'administration de testostérone ou toute autre manipulation a pour résultat l'obtention d'un taux de testostérone/épitestostérone dans les urines supérieur à 6.

E. Diurétiques tels que:

acétazolamide
amiloride
bendrofluméthiazide
benzthiazide
bumétanide
canrénone
chlormérodrine
chlortalidone
dichlofénamide
acide éthacrinique
furosémide
hydrochlorothiazide
mersalyl
spironolactone
triamtérène

et substances apparentées

F. Hormones peptidiques et analogues

Gonadotrophine chorionique (HCG — gonadotrophine chorionique humaine)
Corticotrophine (ACTH)
Hormone de croissance (HGH, somatotrophine)

II. *Méthodes de dopage*

A. Dopage sanguin
B. Manipulation pharmacologique, chimique ou physique

III. *Classes de substances soumises à certaines restrictions*

A. Alcool
B. Marijuana
C. Anesthésiques locaux
D. Corticostéroïdes

Note.

La liste susmentionnée est la liste des Classes de substances dopantes et méthodes de dopage adoptée par le Comité international olympique en avril 1989.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE CONTRO IL DOPING

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, gli altri Stati Parte alla Convenzione culturale europea nonché gli altri Stati firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa é di realizzare un'unione più stretta tra i suoi membri al fine di salvaguardare e di promuovere gli ideali ed i principi che costituiscono il loro patrimonio comune e di favorire il loro progresso economico e sociale;

Consapevoli che lo sport deve svolgere un ruolo importante per la protezione della salute, dell'istruzione morale e fisica e e per la promozione della comprensione internazionale;

Preoccupati dall'impiego sempre più diffuso di prodotti e di metodi di "doping" tra gli sportivi nell'ambiente dello sport e dalle sue conseguenze per la salute di coloro che li praticano e per il futuro dello sport;

Sensibili al fatto che questo problema mette a repentaglio i principi etici ed i valori educativi sanciti dalla Carta olimpica, dalla Carta internazionale dello sport e dell'educazione fisica dell'Unesco, nonché la Risoluzione (76)41 del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, nota sotto la denominazione "Carta europea dello sport per tutti",

In considerazione dei regolamenti, delle politiche e delle dichiarazioni adottate dalle organizzazioni sportive internazionali nell'ambito della lotta contro il "doping";

Consapevoli che le autorità pubbliche e le organizzazioni sportive volontarie hanno responsabilità complementari nella lotta contro il doping nello sport, ed in particolare per quanto riguarda la garanzia di uno svolgimento corretto basato sul principio del fair play delle manifestazioni sportive, nonché per la tutela della salute di coloro che partecipano a dette manifestazioni;

Riconoscendo che tali autorità ed organizzazioni devono collaborare a tutti i livelli opportuni;

Richiamando le Risoluzioni sul "doping" adottate dalla Conferenza dei Ministri europei responsabili dello Sport ed in particolare la Risoluzione n.1 adottata nella 6a Conferenza di Reykjavik nel 1989;

Ricordando che il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa ha gia adottato la Risoluzione (67)12 per quanto riguarda il "doping" degli atleti, la Raccomandazione N. R(79)8 concernente il doping nello sport, la Raccomandazione n. R (84) 19 relativa alla "Carta europea contro il doping nello sport", e la Raccomandazione n. R (88)12 concernente l'istituzione di controlli anti-doping senza preavviso fuori gara;

Richiamando la Raccomandazione n. 5 sul doping adottata dalla II Conferenza internazionale dei Ministri e degli Alti funzionari responsabili dell'Educazione fisica e dello Sport, organizzata dall'UNESCO a Mosca (1988);

Determinati tuttavia a proseguire ed a rafforzare la loro cooperazione in vista della riduzione e della successiva eliminazione del "doping" nello sport in base ai valori etici ed ai provvedimenti pratici contenuti in tali strumenti,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Finalità della Convenzione

Le Parti, in vista della riduzione e della successiva eliminazione del "doping" nello sport, si impegnano ad adottare, entro i limiti delle loro rispettive norme costituzionali, i provvedimenti necessari per dare effetto alle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 2

Definizione e portata della Convenzione

1. Ai fini della presente Convenzione:

a. Per "doping nello sport" si intende la somministrazione agli sportivi o l'uso da parte di questi ultimi di classi farmacologiche di agenti di doping o di metodi di doping;

b. Per "classi farmacologiche di agenti di doping o di metodi di doping" si intendono, sotto riserva del paragrafo 2 in appresso, le classi di agenti di doping e di metodi di doping vietati dalle Organizzazioni sportive internazionali competenti e che figurano su liste approvate dal gruppo di vigilanza in virtù dell'articolo 11.1b;

c. Per sportivi" si intendono le persone di entrambi i sessi che partecipano abitualmente ad attività sportive organizzate.

2. Fin quando una lista di classi farmacologiche vietate di agenti di doping e di metodi di doping non é stata approvata dal gruppo di vigilanza in virtù dell'articolo 11.1b) sarà applicabile la lista di riferimento contenuta nell'Annesso alla presente Convenzione.

Articolo 3

Coordinamento a livello interno

1. Le Parti coordinano le politiche e le azioni dei loro servizi governativi e di altri organismi pubblici interessati dalla lotta contro il doping nello sport.

2. Esse vigilano affinché sia realizzata l'applicazione pratica di detta Convenzione ed in particolare affinché siano soddisfatti i requisiti prescritti dall'Art.7, demandando,se del caso l'attuazione di alcune disposizioni della presente Convenzione ad una Autorità sportiva governativa o non governativa designata a tal fine oppure ad una Organizzazione sportiva.

Articolo 4

Misure destinate a limitare la disponibilità e l'utilizzazione di agenti di doping e di metodi di doping vietati

1. Le Parti adottano a seconda dei casi una legislazione regolamenti o misure amministrative al fine di ridurre la disponibilità(ivi incluse misure volte a controllare la circolazione, la detenzione, l'importazione, la distribuzione e la vendita) nonché l'utilizzazione nello sport di agenti e di metodi di doping vietati ed in particolare di steroidi anabolizzanti.

2. A tal fine le Parti o se del caso, le organizzazioni non governative competenti condizioneranno la concessione di sovvenzioni pubbliche alle organizzazioni sportive all'applicazione effettiva da parte di queste ultime, delle regolamentazioni anti-doping.

3. Inoltre le Parti:

a. aiutano le loro organizzazioni sportive per quanto riguarda il finanziamento e dei controlli e delle analisi anti-doping sia mediante la concessione di sovvenzioni oppure di sussidi diretti sia tenendo conto del costo di tali controlli ed analisi all'atto della determinazione dell'importo globale delle sovvenzioni o dei sussidi da stanziare a favore di tali organizzazioni;

b. adottano misure appropriate affinché venga negata la concessione a fine di allenamento, di sussidi provenienti da fondi pubblici a sportivi che siano stati sospesi a seguito del riscontro di una infrazione alla regolamentazione anti-doping nello sport, per tutta la durata della sospensione.

c. Incoraggiano e, se del caso, agevolano la realizzazione da parte delle loro organizzazioni sportive, dei controlli anti-doping richiesti dalle organizzazioni sportive internazionali competenti, sia durante che al di fuori delle gare;

d. incoraggiano ed agevolano la conclusione, da parte delle organizzazioni sportive, di accordi che autorizzano squadre di controllo anti-doping debitamente abilitate, a sottoporre i loro membri a prove in altri Paesi.

4. Le Parti si riservano il diritto di adottare regolamenti anti-doping e di organizzare controlli anti-doping di loro iniziativa e sotto la loro responsabilità, a patto che siano compatibili con i principi pertinenti della presente Convenzione.

Articolo 5

Laboratorio

1. Ciascuna Parte si impegna:

a. ad istituire oppure a facilitare l'istituzione sul suo territorio di uno o più laboratori di controllo anti-doping suscettibili di essere approvati in conformità con i criteri adottati dalle organizzazioni sportive internazionali competenti ed approvate dal gruppo di vigilanza ai sensi dell'articolo 11.1.b ; oppure

b. ad aiutare le sue organizzazioni sportive ad avere accesso a tale laboratorio sul territorio di un'altra Parte.

2. Questi laboratori sono incoraggiati a:

a. adottare i provvedimenti opportuni per reclutare conservare formare e riciclare personale qualificato;

b. intraprendere appropriati programmi di ricerca e di sviluppo concernenti gli agenti di doping ed i metodi utilizzati o che si presume siano utilizzati ai fini del doping nello sport nonché nei settori della biochimica e della farmacologia analitica per pervenire ad una migliore comprensione degli effetti delle varie sostanze sull'organismo umano e delle loro conseguenze a livello di prestazioni sportive;

c. pubblicare e diffondere rapidamente i nuovi dati derivanti dalle ricerche.

Articolo 6

Istruzione

1. Le Parti si impegnano ad elaborare e ad attuare se del caso in collaborazione con le organizzazioni sportive interessate e con i mass-media,programmi educativi e campagne di informazione che pongano in rilievo i rischi per la salute inerenti al doping nonché il pregiudizio che ne deriva per i valori etici dello sport. Tali programmi e campagne si rivolgono sia ai giovani negli istituti scolastici e nei circoli sportivi sia ai loro genitori, nonché agli atleti adulti ai responsabili ed ai direttori sportivi ed agli allenatori. Per le persone che lavorano nel settore medico questi programmi educativi sottolineano l'importanza del rispetto della deontologia medica.

2. Le Parti si impegnano ad incoraggiare ed a promuovere in collaborazione con le organizzazioni sportive, regionali nazionali ed internazionali interessate, ricerche relative alla elaborazione di programmi di addestramento fisiologico e psicologico fondati su basi scientifiche e che rispettino l'integrità della persona umana.

Articolo 7

Collaborazione con le organizzazioni sportive concernente i provvedimenti che queste ultime devono adottare.

1. Le Parti si impegnano ad incoraggiare le loro organizzazioni sportive e, tramite esse le organizzazioni sportive internazionali ad elaborare e ad applicare ogni adeguato provvedimento di loro competenza per la lotta contro il doping nello sport.

2. A tal fine esse incoraggiano le loro organizzazioni sportive a precisare e ad armonizzare i loro rispettivi diritti, obblighi e doveri, e soprattutto ad armonizzare i (le) loro:

a. regolamenti anti-doping sulla base dei regolamenti adottati dalle organizzazioni sportive internazionali competenti;

b. elenchi di classi farmacologiche di agenti di doping e di metodi vietati di doping, sulla base delle liste adottate dalle organizzazioni sportive internazionali competenti;

c. procedure di controllo anti-doping;

d. procedure disciplinari, applicando i principi riconosciuti a livello internazionale della giustizia naturale e garantendo il rispetto dei diritti fondamentali degli sportivi che sono oggetto di sospetti, ed in particolare i seguenti principi:

   i. l'organo istruttorio deve essere distinto dall'organo disciplinare;

   ii.riconoscimento del diritto ad un processo equo ed all'assistenza e rappresentanza;

   iii previsione di disposizioni chiare e di pratica applicazione che consentano di presentare ricorso contro ogni sentenza pronunciata;

e. procedure di applicazione di sanzioni effettive ai responsabili, medici , veterinari,allenatori, fisioterapeuti ed altri responsabili o complici di infrazioni ai regolamenti anti-doping da parte degli sportivi;

f. procedure per il mutuo riconoscimento di sospensione e di altre sanzioni imposte da altre organizzazioni sportive nel paese stesso o in un altro paese.

3. Inoltre, le Parti incoraggiano le loro organizzazioni sportive ad:

a. istituire, in numero sufficiente perché siano efficaci, controlli anti-doping non solo durante le gare ma anche senza preavviso in ogni momento opportuno fuori dalle gare: tali controlli dovranno essere svolti in maniera equa per tutti gli sportivi e comportare prove effettuate ripetutamente su sportivi di entrambi i sessi selezionati, qualora se ne ravvisi la necessità, a caso;

b. stipulare con le organizzazioni sportive di altri Paesi, accordi che consentano di sottoporre uno sportivo che si addestra in uno di questi Paesi a prove effettuate da una squadra di controllo anti-doping debitamente autorizzata di detto Paese;

c. precisare ed armonizzare i regolamenti concernenti l'ammissione alle manifestazioni sportive, ivi inclusi i criteri anti-doping;

d. incoraggiare gli sportivi a partecipare attivamente alla lotta contro il doping condotta dalle organizzazioni sportive internazionali;

e. utilizzare pienamente ed efficacemente le attrezzature poste a loro disposizione per l'analisi anti-doping nei laboratori di cui all'articolo 5, sia durante le gare che fuori di esse;

f. ricercare metodi scientifici di addestramento ed elaborare principi direttivi volti a proteggere gli sportivi di ogni età adattati ad ogni sport.

Articolo 8

Cooperazione internazionale

1. Le Parti cooperano strettamente nei settori coperti dalla presente Convenzione ed incoraggiano un'analoga cooperazione tra le loro organizzazioni sportive.

2. Le Parti si impegnano a:

a. incoraggiare le loro organizzazioni sportive ad operare a favore dell'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione in seno a tutte le organizzazioni sportive internazionali alle quali sono affiliate, in particolare mediante il rifiuto di omologare i record mondiali o regionali non accompagnati dalle risultanze negative di una prova anti-doping autenticata;

b. promuovere la cooperazione tra il personale dei loro laboratori di controllo anti-doping istituiti o funzionanti in conformità con l'articolo 5;

c. istituire una cooperazione bilaterale e multilaterale tra i loro organismi, autorità ed organizzazioni competenti, al fine di conseguire anche a livello internazionale, gli scopi enunciati all'articolo 4.1.

3. Le Parti, che dispongono di laboratori istituiti o funzionanti in conformità con i criteri definiti all'articolo 5, s'impegnano ad aiutare le altre parti ad acquisire l'esperienza, la competenza e le tecniche necessarie alla creazione dei loro laboratori.

Articolo 9

Comunicazione di informazioni

Ciascuna Parte trasmette al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa tutte le informazioni pertinenti relative ai provvedimenti legislativi o altri che essa avrà adottato al fine di conformarsi alle disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 10

Gruppo di vigilanza

1. Ai fini della presente Convenzione, é costituito un gruppo di vigilanza.

2. Ogni Parte può farsi rappresentare, in seno al gruppo di vigilanza,da uno o più delegati. Ciascuna Parte ha diritto ad un voto.

3. Ogni Stato di cui all'articolo 14.1, che non é parte alla presente Convenzione, può farsi rappresentare nel gruppo di vigilanza da un osservatore.

4. Il gruppo di vigilanza può all'unanimità, invitare ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa che non é Parte alla Convenzione ed ogni organizzazione sportiva o professionale interessata a farsi rappresentare da un osservatore ad una o piu delle sue riunioni.

5. Il gruppo di vigilanza é convocato dal Segretario Generale. La sua prima riunione sarà tenuta il prima possibile ed in ogni caso, meno di un anno a decorrere dalla data di entrata in vigore della Convenzione. In seguito il Gruppo si riunirà ogni qualvolta ciò si riveli necessario, per iniziativa del Segretario Generale o di una Parte.

6. La maggioranza delle Parti costituisce il numero legale necessario per lo svolgimento di una riunione del gruppo di vigilanza.

7. Il gruppo di vigilanza si riunisce a porte chiuse.

8. Fatte salve le disposizioni della presente Convenzione, il gruppo di vigilanza stabilisce il proprio regolamento interno e lo adotta per consenso.

Articolo 11

1. Il gruppo di vigilanza é incaricato di seguire l'applicazione della presente Convenzione. In particolare esso può:

a. rivedere in via definitiva le disposizioni della presente Convenzione ed esaminare le modifiche che potrebbero essere necessarie;

b. approvare la lista ed ogni eventuale revisione, delle classi farmacologiche di agenti di doping e dei metodi di doping vietati dalle organizzazioni sportive internazionali competenti, menzionate all'articolo 2, capoversi 1 e 2, nonché i criteri di accreditamento dei laboratori ed ogni eventuale revisione, adottati dalle stesse organizzazioni di cui all'articolo 5.1.a, e fissare la data di entrata in vigore delle decisioni prese;

c. instaurare consultazioni con le organizzazioni sportive interessate;

d. rivolgere alle Parti raccomandazioni concernenti i provvedimenti da adottare per l'attuazione della presente Convenzione;

e. raccomandare le misure appropriate per garantire l'informazione delle organizzazioni internazionali competenti e del pubblico sui lavori intrapresi nell'ambito della presente Convenzionel

f. Indirizzare al Comitato dei Ministri raccomandazioni relative all'invito di Stati non membri del Consiglio d'Europa ad aderire alla presente Convenzione;

g. formulare ogni proposta volta a migliorare l'efficacia della presente Convenzione.

2. Ai fini dell'adempimento della sua missione, il gruppo di vigilanza può, di sua iniziativa, prevedere riunioni di gruppi di esperti.

Articolo 12

Dopo ciascuna delle sue riunioni, il gruppo di vigilanza trasmette al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa un rapporto sui suoi lavori e sul funzionamento della Convenzione.

Articolo 13

Emendamenti agli articoli della Convenzione

1. Emendamenti agli articoli della presente Convenzione possono essere proposti da una Parte, dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa o dal gruppo di vigilanza.

2. Ogni proposta di emendamento é comunicata dal Segretario generale del Consiglio d'Europa agli Stati menzionati

all'articolo 14 e ad ogni Stato che ha aderito o é stato invitato ad aderire alla presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 16.

3. Ogni emendamento proposto da una Parte o dal Comitato dei Ministri é comunicato al gruppo di vigilanza almeno due mesi prima della riunione nella quale l'emendamento deve essere esaminato. Il gruppo di vigilanza sottopone al Comitato dei Ministri il suo parere relativo all'emendamento proposto, se del caso, dopo consultazione delle organizzazioni sportive competenti.

4. Il Comitato dei Ministri esamina l'emendamento proposto nonché ogni parere sottoposto dal gruppo di vigilanza, e può adottare l'emendamento .

5. Il testo di ogni emendamento adottato dal Comitato dei Ministri in conformità con il paragrafo 4 del presente articolo é trasmesso alle Parti in vista della sua accettazione.

6 Ogni emendamento adottato in conformità con il paragrafo 4 del presente articolo entra in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di un mese dopo la data alla quale tutte le Parti hanno informato il Segretario generale della loro accettazione di tale emendamento.

CLAUSOLE FINALI

Articolo 14

1. La presente Convenzione é aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa, degli altri Stati Parte della Convenzione culturale europea e degli Stati non membri che hanno partecipato alla elaborazione della presente Convenzione, che possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati da:

a. la firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione,

oppure

b. la firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 15

1. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di un mese dopo la data alla quale cinque Stati, di cui almeno quattro Stati membri del Consiglio d'Europa avranno manifestato il loro consenso ad essere vincolati dalla Convenzione secondo le disposizioni dell'articolo 14.

2. Per ogni Stato firmatario che manifesterà successivamente il suo consenso ad essere vincolato dalla Convenzione, quest'ultima entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di un mese dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 16.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei MInistri del Consiglio d'Europa, dopo consultazione delle Parti, potrà invitare ogni Stato non membro ad aderire alla Convenzione, mediante decisione presa alla maggioranza prevista all'articolo 20.d dello Statuto del Consiglio d'Europa ed alla unanimità dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi diritto ad essere rappresentati al Comitato.

2. Per ogni Stato aderente, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un termine di un mese dopo la data di deposito dello strumento di adesione presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 17

1. Ogni Stato puo all'atto della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, firmare il territorio o i territori ai quali si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, in ogni ulteriore momento, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di questo territorio il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di un mese dopo la data di ricevimento di detta dichiarazione da parte del Segretario generale.

3. Ogni dichiarazione formulata in virtù dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, per quanto riguarda ogni territorio designato in questa dichiarazione per mezzo di notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro avra effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un termine di sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 18

1. Ogni Parte può in ogni tempo denunciare la presente Convenzione, indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un termine di 6 mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.

Articolo 19

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notifica alle Parti, agli altri Stati membri del Consiglio d'Europa agli altri Stati Parti alla Convenzione culturale europea, agli Stati aventi partecipato alla elaborazione della presente Convenzione e ad ogni Stato che vi ha aderito o che é stato invitato ad aderirvi:

a. ogni firma in conformità con l'articolo 14;
b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione in conformità con l'articolo 14 o 16;
c. ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con gli articoli 15 e 16;
d. ogni informazione trasmessa in virtù delle disposizioni dell'articolo 12;
e. ogni rapporto stabilito in applicazione delle disposizioni dell'articolo 12;
f. ogni proposta di emendamento ed ogni emendamento adottato in conformità con l'articolo 13 e la data di entrata in vigore di questo emendamento ;
g. ogni dichiarazione formulata in virtù delle disposizioni dell'articolo 17;
h. ogni notifica indirizzata in applicazione delle disposizioni dell'articolo 18, e la data di acquisizione di effetto della denuncia;
i. ogni altro atto, notifica o comunicazione riferentesi alla presente Convenzione.

Copia certificata conforme all'esemplare originale unico in lingua francese ed inglese, depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Strasburgo, il 5 dicembre 1989

Il Direttore degli Affari Giuridici del Consiglio d'Europa

APPENDICE

ELENCO DI RIFERIMENTO DELLE CLASSI FARMACOLOGICHE DI SOSTANZE E METODI DOPING

I. Classi di sostanze doping

A. Stimolanti
B. Narcotici
C. Agenti anabolizzanti
D. Betabloccanti
E. Diuretici
F. Ormoni peptidici e affini

II Metodi doping

A. Emotrasfusione illecita
B. Manipolazione farmacologica, chimica o fisica

III Classi di sostanze soggette a determinate restrizioni d'uso

A. Alcool
B. Marijuana
C. Anestetici locali
D. Corticosteroidi

ESEMPI

I. CLASSI DI SOSTANZE DOPING

A. Stimolanti: (es.)

amfepramone
amfetaminile
amifenazolo
amfetamina
benzfetamina
caffeina*
catina
clorfentermina
clobenzorex
clorprenalina
cocaina
cropropamide (componente del "Micoren")
crotetamide (componente del "Micoren")
dimetamfetamina
efedrina
etafedrina
etamivan
etilamfetamina
fencamfamina
fenetillina
fenproporex

----

* Per la caffeina, un campione é considerato positivo qualora la concentrazione nelle urine superi i 12 microgrammi/ml

furfenorex
mefenorex
metamfetamina
metossifenamina
metilefedrina
metilfenidato
morazone
niketamide
pemolina
pentetrazolo
fendimetrazina
fenmetrazina
fentermina
fenilpropanolamina
pipradolo
prolintano
propilesedrina
pirovalerone
stricnina e sostanze affini

B. Analgesici narcotici (es.):

alfaprodina
anileridina
buprenorfina
codeina
dextromoramide
dextroproposifene
diamorfina(eroina)
diidrocodeina
dipipanone
etoeptazina
etilmorfina
levorfanolo
metadone
morfina
nalbufina
pentazocina
petidina
fenazocina
trimeperidina e sostanze affini

C. Steroidi anabolizzanti come:

bolasterone
boldenone
clostebol
de-idroclormetiltestosterone
fluossimesterone
mesterolone
metandienone
metenolone
metiltestosterone
nandrolone
ossandrolone
ossimesterone
ossimetolone
stanozololo
testosterone* e sostanze affini

D. Beta-bloccanti come:

acebutololo
alprenololo
atenololo
labetalolo
metoprololo
nadololo
osprenololo
propranololo
sotalolo e sostanze affini

E. Diuretici (es.):

acetazolamide
amiloride
bendroflumetiazide
benztiazide
bumetanide
canrenone
clormerodrina
clortalidone
diclofenamide
acido etacrinico
furosemide
idroclorotiazide
mersalil
spironolactone
triamterene e sostanze affini

* Per il testosterone, un campione sarà considerato come positivo se la somministrazione di testosterone o ogni altra manipolazione ha come risultato l'ottenimento di un rapporto testosterone/epitestosterone nelle urine maggiore di 6.

F. Ormoni peptidici e affini

Gonadotropina corionica (HCG-gonadotropina corionica umana)
Corticotropina (ACTH)
Ormone della crescita (HGH, somatotropina)

II METODI DOPING

A. Emotrasfusione illecita
B. Manipolazione farmacologica, chimica e fisica

III. Classi di sostanze soggette a determinate restrizioni d'uso

A. Alcool
B. Marijuana
C. Anestetici locali
D. Corticosteroidi

NOTA: La lista summenzionata é la lista delle Classi di sostanze di doping e dei metodi di doping adottata dal Comitato internazionale olimpico nell'aprile del 1989.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1846):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (MARTINO), il 7 gennaio 1995.
Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 31 gennaio 1995, con pareri delle commissioni I, V, VII e XII.
Esaminato dalla III commissione l'8 febbraio 1995.
Esaminato in aula e approvato il 2 marzo 1995.

Senato della Repubblica (atto n. 1457):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 5 luglio 1995, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª e 12ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 1° agosto 1995.
Relazione scritta annunciata il 24 agosto 1995 (atto n. 1457/*A* - relatore sen. DELL'UOMO).
Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 1995.

95G0555

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(7651456) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - Piazza G. Verdi, 10) e presso le librerie concessionarie consegnando gli avvisi a mano, accompagnati dal relativo importo.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1996

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio al 31 dicembre 1996
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1996 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1996

ALLA PARTE PRIMA - LEGISLATIVA

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari
- annuale L. 385.000
- semestrale L. 211.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale
- annuale L. 72.500
- semestrale L. 50.000

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee
- annuale L. 216.000
- semestrale L. 120.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali
- annuale L. 72.000
- semestrale L. 49.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni.
- annuale L. 215.500
- semestrale L. 118.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali
- annuale L. 742.000
- semestrale L. 410.000

Integrando il versamento relativo al tipo di abbonamento della Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto con la somma di* **L. 98.000,** *si avrà diritto a ricevere l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1996*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L. 1.400
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II* e *III*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L. 2.750
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.400
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L. 134.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L. 1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L. 87.500
Prezzo di vendita di un fascicolo	L. 8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1996
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo mediante 52 spedizioni settimanali raccomandate	L. 1.300.000
Vendita singola per ogni microfiches fino a 96 pagine cadauna	L. 1.500
per ogni 96 pagine successive	L. 1.500
Spese per imballaggio e spedizione raccomandata	L. 4.000

N.B. — Le microfiches sono disponibili dal 1° gennaio 1983. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%

ALLA PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L. 360.000
Abbonamento semestrale	L. 220.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L. 1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione di una fascetta del relativo abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082145/85082189

L. 2.800